

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 05/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES Petrochemicals France

Etablissement de Carling
BP 90290
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TEPF_PS_2025-09-03_RAPVI-AN25perte-utilités_MFM_01968
Code AIOT : 0006201063

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement TOTALENERGIES Petrochemicals France implanté Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 05/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 30 avril 2025 s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2025 "perte d'utilités" qui vise à s'assurer du maintien de la sécurité des installations lors d'une défaillance électrique (délestage, évènement accidentel...).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES Petrochemicals France
- Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TotalEnergies Pétrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations au sein de la plateforme Carling/Saint-Avold. Cet établissement est classé Seveso Seuil Haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures et de polymères, ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matières premières. Le contrôle a concerné en particulier les installations de l'atelier Polystyrène (PS).

Elles sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral n°2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié (arrêté cadre).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Stratégie de l'exploitant et mise en sécurité (perte d'électricité)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Maintenance des dispositifs de secours électriques (onduleurs)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
5	Maintenance des dispositifs de secours électriques (groupes électrogènes)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation électrique du site	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 (partiel)	Sans objet
6	Défaillance des mesures de maîtrise des risques (perte d'utilités)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 (partiel)	Sans objet
7	Incidents du 19 novembre et 24 décembre 2024	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats réalisés lors de la visite du 30 avril 2025 la nécessité de justifier :

- dans un délai d'un mois, que le temps nécessaire pour mettre les installations en sécurité a été estimé et pris en compte dans les procédures du site (cf. point de contrôle n°2) ;
- dans un délai d'un mois, que les opérations de suivi du niveau et de réapprovisionnement des cuves d'alimentation en fioul des groupes électrogènes ont été prises en compte dans les procédures à mettre en œuvre en cas de perte d'alimentation électrique (cf. point de contrôle n°2) ;
- dans un délai d'un mois, des capacités d'autonomie des onduleurs et des 2 groupes électrogènes (cf. point de contrôle n°3) ;
- dans un délai de quatre mois, de la prise en compte de l'ensemble des remarques du rapport du 22 janvier 2025 et de la réalisation des tests d'autonomie réelle sur les deux onduleurs (cf. point de contrôle n°4) ;
- dans un délai d'un mois, de la réalisation des test/maintenance en 2024 et 2025 sur les deux groupes électrogènes GE1 et GE2 (cf. point de contrôle n°5).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation électrique du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Utilités électriques
Prescription contrôlée : "L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]"

Constats :
Les constats liés à cette prescription sont confidentiels et n'amènent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant et mise en sécurité (perte d'électricité)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Utilités électriques
Prescription contrôlée : <u>article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié (partiel)</u> "[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]" <u>extrait de l'étude de dangers - révision février 2018 - chap 4 :</u> cf. partie confidentielle
Constats : Les constats liés à cette prescription sont confidentiels et amènent l'inspection des installations classées à demander des justificatifs concernant les délais de mise en sécurité des installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier, dans un délai d'un mois, que : <ul style="list-style-type: none"> • le temps nécessaire pour mettre les installations en sécurité a été estimé et pris en compte dans les procédures du site ; • les opérations de suivi du niveau et de réapprovisionnement des cuves d'alimentation en fioul des groupes électrogènes ont été prises en compte dans les procédures à mettre en œuvre en cas de perte d'alimentation électrique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Utilités électriques
Prescription contrôlée : "[...]Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités

les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026.[...]"

Constats :

Les constats liés à cette prescription sont confidentiels et amènent l'inspection des installations classées à demander des justificatifs concernant l'autonomie des dispositifs de secours de l'atelier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier, dans un délai d'un mois, des capacités d'autonomie des onduleurs et des 2 groupes électrogènes en fonctionnement simultané, et de justifier que l'autonomie des différents équipements de secours est adaptée aux installations secourues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Maintenance des dispositifs de secours électriques (onduleurs)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52 (partiel)

Thème(s) : Actions nationales 2025, Utilités électriques

Prescription contrôlée :

"[...] Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, [...] de façon à [...] prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs."

Constats :

Les constats liés à cette prescription sont confidentiels et amènent l'inspection des installations classées à demander des justificatifs concernant les tests réalisés sur les onduleurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier, dans un délai de quatre mois :

- de la prise en compte de l'ensemble des remarques du rapport du 22 janvier 2025 ;
- de la réalisation des tests d'autonomie réelle sur les deux onduleurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Maintenance des dispositifs de secours électriques (groupes électrogènes)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52 (partiel)

Thème(s) : Actions nationales 2025, Utilités électriques

Prescription contrôlée :

"[...] Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, [...] de façon à [...] prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs."

Constats :

Les constats liés à cette prescription sont confidentiels et amènent l'inspection des installations classées à demander des justificatifs concernant les tests réalisés sur les groupes électrogènes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier, dans un délai d'un mois, la réalisation des test/maintenance en 2024 et 2025 sur les deux groupes électrogènes GE1 et GE2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Défaillance des mesures de maîtrise des risques (perte d'utilités)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 (partiel)

Thème(s) : Actions nationales 2025, Utilités électriques

Prescription contrôlée :

<u>article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié (partiel)</u>

"[...] Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]"
--

<u>extrait de l'étude de dangers - révision février 2018 - chap 7 :cf. partie confidentielle</u>
--

Constats :

Les constats liés à cette prescription sont confidentiels et n'amènent pas d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Incidents du 19 novembre et 24 décembre 2024

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Incident

Prescription contrôlée :

"L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. [...]"

Constats :

Les constats relatifs aux coupures électriques survenues les 19 novembre et 24 décembre 2024 sont confidentiels et n'amènent pas d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite